

A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

La Mauritanie était jusque très récemment tournée vers sa partie continentale ; mais la sécheresse, le développement des villes côtières et l'insertion du pays dans l'économie mondiale ont conduit, depuis les années 70, à intensifier les activités et le peuplement du littoral.

Avec (i) le développement du secteur des pêches, (ii) des aires marines protégées, (iii) des villes, dont l'une des plus jeunes capitales du monde qui regroupe au moins 30 % de la population du pays, (iv) l'intensification du trafic sur l'axe routier Nouadhibou-Nouakchott, (v) l'intensification des transports maritimes et terrestres, (vi) les risques d'inondation de plus en plus prononcés et (vii) le démarrage de l'exploitation pétrolière off-shore ; le littoral concentre les principales évolutions du pays et les principaux enjeux de son développement. Il est ainsi le produit territorial du développement croisé des activités halieutiques, de transport, de transformation et bientôt de tourisme. Il devient le support d'une armature urbano-portuaire en pleine expansion et des principaux enjeux économiques et sociaux du pays (c'est sur la base de ce constat que le littoral est désigné depuis quelques années par de nombreux spécialistes comme la véritable colonne vertébrale du pays).

Consciente de ces enjeux, la Mauritanie a conduit un processus novateur de planification aboutissant en 2018, avec l'appui du projet WACA de la Banque Mondiale, à un Plan Directeur d'Aménagement du Littoral Mauritanien (PDALM) actualisé sous la coordination du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD).

Avec le PDALM, et plus généralement une démarche « multisectorielle et transversale du littoral », la Mauritanie a largement anticipé les mutations à venir sur sa zone côtière pouvant ainsi devenir un exemple pour les pays côtiers en développement. Un des défis majeurs qu'elle doit maintenant relever est de ne pas perdre cette avance et c'est dans ce but que le MEDD met en œuvre le PDALM et le Plan d'Investissement MultiSectoriel (PIMS) qui lui est annexé. Cela inclut tout particulièrement la mise en place de Directives d'Aménagement du Littoral (DAL) pour les villes côtières.

La mise en œuvre du PDALM témoigne, en de nombreux points, du renforcement de la dimension intersectorielle de la gouvernance du littoral. C'est en particulier le cas pour les villes côtières où la gestion de la zone implique de nombreux acteurs locaux et nationaux, qu'ils soient privés, publics ou représentants de la société civile.

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, responsable de l'animation interinstitutionnelle autour de cette question, souhaite, au préalable, que les acteurs partagent une certaine vision commune des enjeux. C'est la raison pour laquelle le MEDD, avec l'appui du projet WACA de la Banque Mondiale, a organisé des ateliers de concertation interinstitutionnelle et multi-acteurs à travers lesquels dorénavant le processus de préparation des DAL pour les régions de Nouakchott et Nouadhibou est lancé.

C'est sur la base des consultations préalables et de la préparation de ce processus qu'est envisagé le lancement de l'étude pour l'élaboration des DAL de Nouakchott et Nouadhibou. Il s'agit « de protection et

de gestion du littoral à travers la mise en œuvre du PDALM » d'une part et de « l'opérationnalisation du Schéma Directeur d'Aménagement du Littoral¹ », d'autre part.

Or, le développement harmonieux du littoral de Nouakchott et de Nouadhibou ainsi que l'exploitation rationnelle de leurs potentiels concernent plusieurs secteurs ayant des implications environnementales et sociales complexes (pêches, transports, commerce, mines et pétrole, énergie, tourisme, environnement, aménagement du territoire, etc.).

Il s'agit dès lors de concilier les usages concurrents de l'espace. Pour ce faire, il convient de :

- Définir un zonage qui identifie et justifie les vocations spatiales du littoral (y compris les interdictions telles que l'extraction de sable ou la pêche de coquillages) ;
- Projeter les infrastructures urbaines en fonction des vocations de développement des villes ;
- Se conformer impérativement et nécessairement aux normes nationales et internationales (sécurité, environnement, sanitaire...) ;
- Prendre en compte obligatoirement la dimension environnementale et en particulier les orientations du PDALM et les textes y afférant ;
- Inclure les perspectives de développement des échanges commerciaux de la Mauritanie liées à une situation macroéconomique favorable, en lien avec l'exploitation des ressources pétrolières et minières du pays, afin d'envisager à moyen terme un taux de croissance à deux chiffres ;
- Estimer les aspects de croissance démographique liés à la situation socio-économique des habitants des zones des DAL ;
- Développer les activités de pêche à travers le développement parallèle du port de commerce pour l'exportation avec la nouvelle politique affichée qui met l'accent sur le débarquement des captures réalisées dans la Zone d'Exclusivité Economique mauritanienne (ZEE) pour la transformation et l'exportation de produits finis.
- Promouvoir les projets miniers déjà engagés ou envisagés dans l'objectif de multiplier par dix les besoins en importation (pièces de rechange et machineries). Les capacités commerciales actuelles des ports de Nouakchott et de Nouadhibou ne pourront pas assurer ce trafic, ce qui engendrera des coûts supplémentaires qui réduiront la compétitivité de l'activité ou compromettront leur développement. Les investisseurs éventuels ont donc besoin de s'inscrire dans des schémas de long terme, avec la garantie de leur donner les conditions d'une compétitivité (coûts de production et de transport maritime, passages portuaires, disponibilité foncière, cadre de vie, etc.). L'engorgement des ports mauritaniens et les risques d'enclavement que ceci fait peser sur un pays disposant de 720 km de côte devront être également appréhendés ;
- Réviser les Schémas Directeurs d'Urbanisme et d'Assainissement (SDUA) de Nouakchott et de Nouadhibou en fonction des différentes vocations spatiales de ces deux villes. Or, des espaces fonciers ont été attribués sans cohérence et sans vision stratégique, ce qui bloque les perspectives d'aménagement harmonieux du littoral.

Les DAL sont des documents de planification qui ont vocation à être opposables aux tiers. Ils devront être conçus dans cette perspective. Le régime d'opposabilité et l'articulation juridique avec les outils existants feront l'objet d'une étude distincte des présents termes de référence. Les DAL devront être compatibles avec le Schéma Directeur d'aménagement du Littoral d'Afrique de l'Ouest (SDLAO), le Plan Directeur d'Aménagement du Littoral Mauritanien (PDALM) et l'Ordonnance du Littoral de 2007.

¹ Ici, il s'agit du Schéma Directeur d'aménagement du Littoral d'Afrique de l'Ouest (SDLAO) élaboré en 2007 et comprenant les 12 pays suivants : Mauritanie, Cap vert, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Serra Leone, Togo, Ghana, Bénin, Libéria et Côte d'Ivoire. Le SDLAO n'a jamais pu être opérationnel en Mauritanie.

Les DAL sont des documents pivots intégrateurs auxquels les documents issus des politiques publiques sectorielles font référence tels que le Schéma Directeur d'Urbanisme et d'Assainissement (SDUA).

B. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

1. Objectif général

L'objectif général de l'étude est l'élaboration des Directives d'Aménagement du Littoral de Nouakchott et de Nouadhibou. Ces DAL visent à donner des orientations stratégiques opposables à la gestion des littoraux (parties terrestres et maritimes). Les DAL se construisent au travers d'échanges avec les différents acteurs du littoral pour définir les orientations d'un développement harmonieux et intégré des activités socio-économiques et de protection de l'environnement en lien avec les politiques nationales de développement.

2. Objectifs spécifiques

Les DAL sont destinées à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et de l'urbanisme, de l'habitat, de la mobilité, de l'aménagement commercial et industriel, du tourisme, de l'énergie et de l'environnement dont celles de la biodiversité, du climat et de la prévention des risques ...

Les DAL devront présenter une similitude de forme. Le contenu et les ambitions seront à adapter pour chacun des territoires. Les objectifs spécifiques pour chaque DAL sont de :

- Proposer des périmètres littoraux cohérents pour leur application ;
- Identifier les enjeux propres à chaque territoire ;
- Fixer les orientations fondamentales en matière d'aménagement et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et de mise en valeur des territoires littoraux ;
- Préciser les stratégies sectorielles et les modalités d'application des orientations d'aménagement et de développement durable à travers des documents spécifiques.

C. PORTÉE DE L'ÉTUDE ET RESULTATS

L'étude portera sur la réalisation des Directives d'Aménagement du Littoral (DAL) de Nouakchott et Nouadhibou pour servir de documents de planification à court et long terme. Ainsi, l'étude devrait donner des éléments de perspectives comme une estimation de la consommation de l'espace littoral (usages de l'espace) et de la densité en fonction de la croissance démographique.

Les DAL devront comporter trois documents, jouant chacun un rôle dans l'élaboration d'une vision stratégique de Nouakchott et Nouadhibou :

- Un **rapport de présentation** : il établit le constat du fonctionnement du territoire, de ses évolutions et permet le partage de la connaissance et des enjeux. Il explique les choix des aménagements retenus, notamment au regard de leurs impacts sur l'environnement, des objectifs ciblés et des tendances observées ;
- Un **projet d'aménagement spatialisé** permettant aux décideurs de se projeter dans le temps long à travers la spatialisation d'un projet politique stratégique et prospectif à court terme (**+5 ans**) et à plus long terme (**+20 ans** environ). Il s'assure du respect des équilibres locaux et de la mise en valeur de l'ensemble du territoire par une complémentarité des enjeux ;
- un **document d'orientations et d'objectifs** : opposable juridiquement, il définit des orientations localisées, voire chiffrées, en matière de logements, de grands équipements, de mobilités,

d'aménagements économiques, d'usages de l'espace maritime... dans un objectif de préservation de l'environnement, en intégrant des enjeux de qualité urbaine et paysagère.

Ces trois documents constituent les livrables attendus de la part du consultant. En annexes, seront également inclus les documents spécifiques relatifs à la mise en œuvre des stratégies sectorielles et aux modalités d'application des orientations d'aménagement et de développement durables.

D. MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL

Cette étude devra aboutir à une vision « partagée » de l'aménagement du littoral. Dans cet esprit, la méthode de travail sera fondée essentiellement sur la concertation avec les principaux acteurs en particulier l'UGP WACA, la Direction de la Protection et de la Restauration des Ecosystèmes et des Milieux (DPREM), le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère des Pêches, le Ministère de l'Intérieur, la Zone Franche de Nouadhibou, ainsi que les autres services administratifs concernés et les élus locaux. Les DAL seront revues par le Conseil National Consultatif du Littoral mauritanien avec le soutien du MEDD/DPREM/WACA avant leur validation finale. Une consultation spécifique au volet juridique sera menée afin de veiller à la bonne intégration des DAL avec les autres documents et politiques publiques.

Pour mener à bien sa prestation, le bureau d'études doit mobiliser et rassembler des compétences pluridisciplinaires pertinentes. Par ailleurs il est prévu une forte présence sur le terrain (recueils d'informations, visites d'installations, entretiens, réunions de concertation, tests de concept, etc.) avec la présence dans la phase 1 « État des lieux » de la presque totalité des experts.

Pour la pêche en particulier, compte tenu de l'importance de l'industrie des petits pélagiques, l'idée est de consulter d'ores et déjà de futurs partenaires. Afin d'assurer la cohérence des propositions qui seront faites par chacun des experts et de s'assurer de la meilleure synergie, le bureau d'études doit organiser des séminaires internes de travail sur plusieurs jours qui rassembleront tous les experts prévus dans l'équipe d'étude.

Pour rendre efficaces ses missions locales, le recueil d'information et l'organisation des étapes de concertation, le consultant s'appuiera sur une expertise locale. Afin de faciliter la concertation, le bureau d'études présentera un maximum de documents cartographiques et des présentations de documents.

E. LES TÂCHES ENVISAGÉES

Le bureau d'études doit remplir les tâches selon les phases suivantes :

Phase 1. État des lieux et diagnostic du littoral de Nouakchott et Nouadhibou

L'état des lieux doit nécessairement débiter par la définition et la caractérisation de l'espace littoral pour dimensionner l'emprise spatiale des futures DAL. Ces précisions préliminaires à l'étude permettront de délimiter les zones littorales qui seront concernées par les deux DAL en lien avec le Domaine Public Maritime (DPM), le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Environnement.

Le bureau d'études réalisera une analyse rétrospective de l'ensemble des projets et des études existantes qui ont porté sur le littoral de Nouakchott et Nouadhibou. L'analyse rétrospective des études sur le littoral pourra porter plus précisément sur la caractérisation et l'analyse de la situation de référence (urbanisation, démographie, socio-économie, environnement, etc.) et celle projetée inhérente au développement et à la gestion du littoral.

Suite à ce premier état des lieux, le consultant établira également un diagnostic global du littoral de Nouakchott et de Nouadhibou à travers :

- Une étude de sensibilité et de vulnérabilité de l'environnement littoral ;
- Une analyse, caractérisation et hiérarchisation (en termes de priorité) des risques liés aux aléas naturels, anthropiques et aux changements climatiques ;
- Un examen des causes éventuelles de dysfonctionnement en matière de résilience et de durabilité de la zone côtière.

Le consultant fera aussi une revue documentaire analytique des législations, réglementations et stratégies de développement (notamment en matière de développement urbain et rural durable) existantes sur le littoral de Nouakchott et de Nouadhibou pour déboucher sur une analyse des politiques et activités économiques sectorielles locales. L'analyse des politiques et activités économiques sectorielles permettra à terme d'identifier les enjeux de développement du littoral des deux villes. La caractérisation de ces enjeux doit donc aussi figurer dans l'état des lieux.

Cet état des lieux et ce diagnostic du littoral permettront de :

- Faire un état général de la situation environnementale actuelle en précisant les caractéristiques naturelles de Nouakchott et de Nouadhibou (préservation des zones de sensibilités écologiques) ainsi que la typologie des aléas naturels et anthropiques (polluants) potentiels ;
- Faire une évaluation de la situation foncière et des aménagements urbains des deux villes par rapport à leur Schéma Directeur d'Urbanisme et d'Assainissement ;
- Evaluer les besoins par secteur d'activités, puis consolider l'ensemble des besoins afin de pouvoir fixer des objectifs à court et long terme.

À la lumière de ce qui précède, le bureau d'études fournira :

- Une synthèse et une cartographie des données pertinentes disponibles : régime des houles, marées, vents, bathymétrie, topographie, sédimentologie, géomorphologie, données géotechniques, données sur le milieu, etc. ;
- Un inventaire descriptif et une cartographie des installations industrielles et collectives ; des infrastructures terrestres, aériennes, maritimes et socio-économiques ; des voies d'accès et de passage sur le littoral de Nouakchott et de Nouadhibou ;
- Un recensement des types de risques encourus sous la forme d'une étude de vulnérabilité prospective des enjeux ;
- Un recensement par typologie des activités industrielles et commerciales existantes à Nouakchott et Nouadhibou avec leurs capacités industrielles (en particulier dans le domaine de la pêche) ;
- Une analyse et une cartographie des flux de transport import-export (nature, origine, destination, modes de transport et de conditionnement). Une analyse spécifique concernera la flotte de pêche nationale et ses implications internationales ;
- Une analyse et une cartographie des flux touristiques permettant de faire des propositions sur les perspectives de développement des activités touristiques en particulier l'écotourisme, etc.

Phase 2. Vision partagée des objectifs de développement de Nouakchott et Nouadhibou

Dans le cadre de cette phase, le consultant procédera à l'identification des parties prenantes (tissu d'acteurs publics et privés) et de leurs objectifs pour les divers secteurs d'activités : le secteur minier, la pêche, le commerce, l'énergie, le tourisme, l'urbanisme et l'environnement.

Il ne s'agit pas forcément ici de fournir des objectifs quantitatifs et des chiffres budgétaires mais de décrire les grandes ambitions et les orientations d'aménagement et de développement durables dans un espace précis, le territoire littoral de Nouakchott et Nouadhibou en l'occurrence.

Le bureau d'études devra faire, en concertation avec les parties prenantes, une esquisse des orientations et des objectifs de développement sur la base :

- De la prise en compte de la politique environnementale ;
- De la valorisation des ressources naturelles dans une optique de durabilité ;
- Des possibilités d'exploitation des ressources halieutiques sur la base de la stratégie nationale du secteur de pêche ;
- De la création de zones industrielles et logistiques franches bénéficiant d'un régime préférentiel en vue d'encourager des investisseurs afin de créer des conditions favorables à la mise en œuvre de la politique de débarquement systématique des produits de la pêche et leur traitement à terre ;
- De la position géographique stratégique de Nouakchott et de Nouadhibou, situées au croisement des grandes autoroutes de la mer et pouvant faire des deux villes des complexes portuaires, de type « Hub » (pôle de développement), non seulement pour la pêche mais aussi le commerce ;
- De l'exploitation à court et long termes de ressources pétrolières, gazières et des gisements miniers (en fonction des informations communiquées par les acteurs concernés) ;
- De la promotion des matériaux locaux ;
- De la mise à niveau des entreprises nationales ;
- Du climat océanique doux favorisant le développement d'une politique volontariste d'écotourisme, etc.

À l'issue d'analyses sectorielles d'impacts, la cohérence et la recherche des synergies ou la résolution des conflits éventuels seront assurées dans le cadre de plusieurs ateliers de concertation associant toutes les parties prenantes et tous les experts avec des compétences transversales, pour chaque commune.

À la lumière de ce qui précède, le bureau d'études sera en mesure de présenter :

- Un recensement exhaustif de l'ensemble des parties prenantes et une définition de leurs attributions et prérogatives (définir les dispositifs contractuels tels que les conventions de gestion, les chartes, etc.) ;
- Les objectifs partagés d'affectation/organisation des espaces littoraux selon les types d'activité, sur la base d'un remaniement des Schémas Directeurs d'Urbanisme et d'Assainissement ;
- Les types de protection littorale à déployer en fonction des différents types de risques ;
- Une proposition d'élaboration d'un dispositif de sensibilisation/prévention des risques ;
- Les mécanismes de financement des différentes activités de protection, d'aménagement et de valorisation des zones soumises aux DAL ;
- Une proposition d'élaboration d'un système de collecte et de traitement des déchets industriels ;
- Un schéma d'aménagement d'une aire de débarquement/embarquement des produits de la pêche artisanale assortie d'un système d'assainissement ;

L'achèvement des phases 1 et 2 se formalisera par la rédaction d'un premier livrable parmi les trois constitutifs des DAL, correspondant au « rapport de présentation ». Le rapport de présentation expose notamment comment le projet de territoire se construit (à travers le diagnostic territorial, l'explication des objectifs retenus et l'analyse de ses incidences). Il décrit les conditions d'utilisation de l'espace marin et terrestre du littoral ; indique les perspectives d'évolution du territoire ; explique les orientations retenues en matière de développement, de protection, d'équipement et d'usages.

Phase 3. Stratégies d'aménagement et de développement de Nouakchott et Nouadhibou

Sur la base des conclusions des tâches précédentes et du rapport de présentation, le consultant dégagera des stratégies claires et précises réalistes par secteur d'activités pour faire des territoires de Nouakchott et de Nouadhibou des pôles opérationnels de développement, favorisant l'émergence et l'essor d'activités industrielles et portuaires : port de pêche, terminal à conteneurs, port d'éclatement et de transbordement, port minéralier, port militaire, port de plaisance, etc.

Les stratégies envisagées déclinent un certain nombre de projets plurisectoriels, élaborés en concertation avec les parties prenantes et les politiques publiques, qui seront soumis à évaluation. Une Analyse MultiCritères (AMC) détaillée devra ainsi permettre d'évaluer les stratégies sous tous les aspects, y compris les contraintes à résoudre et les conditions à respecter pour poursuivre et atteindre les objectifs retenus dans le rapport de présentation. En outre, le consultant fera ressortir l'impact économique de l'aménagement des villes de Nouakchott et de Nouadhibou sur le développement du pays et de la région.

Une Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) devra être menée avant la mise en œuvre des projets envisagés dans le cadre des DAL. Cette description générale des impacts potentiels doit être axée sur :

- La description du projet (type, catégorie, besoin, emplacement, taille/ampleur de l'opération, objectifs, calendrier de mise en œuvre, articulation avec les autres outils de planification, etc.) ;
- La description de l'environnement (ressource physique, écologique, cadre institutionnel, cadre juridique, économique, cadre social et culturel) ;
- Les effets notables potentiels sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le climat, le patrimoine culturel et les paysages ;
- Les motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, national ou local et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ;

- Les options d'évitement, d'atténuation voire de compensation des effets dommageables du projet sur l'environnement et les mesures envisagées pour en assurer le suivi ;
- Les conclusions et les recommandations.

Cette approche permettra ainsi de mettre en évidence :

- Les risques majeurs des projets envisagés sur l'environnement ;
- L'efficacité des DAL et les actions de protection envisageables pour leur mise en œuvre ;
- Les avantages que procure la réalisation des projets.

Une fois les stratégies d'aménagement et de développement retenues et validées, le bureau d'études explicitera :

- Le plan général des aménagements et de l'affectation de l'espace entre les différentes activités, en fonction de leurs spécificités et de leurs besoins, en cohérence avec les Schéma Directeurs d'Urbanisme et d'Assainissement des deux villes ;
- Le plan de masse fonctionnel présentant les emprises nécessaires à la construction des aménagements à court et long terme ainsi que la répartition fonctionnelle des activités à l'intérieur de ce périmètre ;
- La programmation et le phasage préliminaires des esquisses d'aménagements ;
- Les raisons ayant motivé le choix des options retenues notamment du point de vue de l'environnement.

L'achèvement de la phase 3 se formalisera par la rédaction des deux autres livrables parmi les trois constitutifs des DAL, correspondant au « projet d'aménagement spatialisé » et au « document d'orientations et d'objectifs ». Le projet d'aménagement spatialisé déclinera les ambitions politiques stratégiques d'aménagement des littoraux de Nouakchott et Nouadhibou, en complémentarité avec le document d'orientations et d'objectifs qui déclinera toutes les orientations nécessaires à la traduction opposable des projets en matière de développement économique, social, urbain (logements, mobilités, équipements et services), énergétique et écologique (préservation de l'environnement et des ressources naturelles).

En annexes, seront notamment inclus les documents spécifiques relatifs à la mise en œuvre des stratégies sectorielles et aux modalités d'application des orientations d'aménagement et de développement durables.

F. QUALIFICATIONS DU BUREAU D'ÉTUDES

La mission sera confiée à un bureau d'études international, ayant une expérience générale, d'au moins de 15 ans, et une expérience spécifique, d'au moins dix (10) ans dans le domaine de l'élaboration des Directives d'aménagements de Littoraux (DAL)

Cette expérience spécifique en matière d'élaboration des Directives d'aménagements de Littoraux (DAL) doit être confirmée par la réalisation, d'au moins, de trois (03) missions comparables à la mission objet des présents TDRS, de préférence dans le domaine du littoral Ouest-Africain

L'équipe du bureau d'études devra comprendre un personnel pluridisciplinaire qualifié pour mener à bien l'ensemble des prestations relevant de cette étude. Elle comportera de nombreux experts couvrant les domaines spécifiques suivants :

- Un géographe ou urbaniste, ayant une très bonne connaissance du littoral ouest africain (de préférence mauritanien), avec une expérience avérée de 15 ans dans l'élaboration de stratégies et de documents cadres de planification, d'aménagement et de développement du littoral ;
- Un ingénieur d'études en environnement marin spécialisé dans le développement de la pêche et de l'aquaculture et ayant une très bonne connaissance de la Mauritanie, de Nouakchott et Nouadhibou, avec une expérience de 10 ans au minimum ;
- Un juriste de l'environnement, de la mer et de l'urbanisme, expert institutionnel connaissant plus particulièrement les politiques nationales et internationales en matière d'environnement et d'aménagement du littoral, avec une expérience de 10 ans au minimum ;
- Un ingénieur d'études en génie civil portuaire, spécialisé en aménagement et planification portuaire, avec une expérience de 10 ans au minimum ;
- Un ingénieur d'études spécialisé en sédimentologie, géomorphologie et hydraulique côtières appliquées au littoral mauritanien de préférence, ainsi qu'en aménagements littoraux, avec une expérience de 10 ans au minimum ;
- Un expert environnementaliste, spécialiste en gestion des ressources naturelles, environnement, conservation de la diversité biologique, gestion des aires protégées ou des écosystèmes, développement durable, changements climatiques, avec une expérience de 10 ans au minimum ;
- Un ingénieur d'études spécialisé en cartographie et en Systèmes d'Informations Géographiques (SIG) avec au minimum 10 ans d'expérience avérée dans l'élaboration de bases de données géographiques et de cartes thématiques ;
- Un expert en écotourisme du littoral, ayant une expérience de 10 ans au minimum ;
- Un socio-économiste, spécialisé dans la collecte, le traitement et l'analyse de données socio-économiques, avec une expérience de 5 ans au minimum.

G. PLANNING D'INTERVENTION

Le bureau d'études organisera les prestations dans un ordre logique et veillera à ce que le personnel affecté à l'étude comprenne les spécialisations nécessaires pour la bonne exécution des tâches. Le bureau d'études débutera ses prestations au plus tard 15 jours après la signature du contrat. Il s'agit d'un cadrage et d'une définition d'agenda qui s'effectue comme suit :

- Détermination précise de la structuration, du contenu, des objectifs et de la portée des DAL ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle (entre le consultant et les acteurs concernés) des tâches à réaliser dans le cadre de l'étude ;
- Elaboration de la liste des parties prenantes en concertation avec l'UGP WACA, le MEDD, la DPREM, le Ministère des Pêches et le Ministère de l'Intérieur ;
- Organisation des modalités pratiques et logistiques de l'étude et de collecte des données ;

- Définition du calendrier précis des missions sur place et des principales étapes de concertation et de coordination avec les acteurs concernés, compte tenu de leurs contraintes ;
- Définition du calendrier précis des livrables.

H. LIVRABLES

Le bureau d'études doit remettre les livrables suivants :

PHASE 0 : Note méthodologique. Mission d'organisation des modalités pratiques et logistiques de l'étude et de mise au point du calendrier : **Mise en vigueur + 0,5 mois**

Mobilisation de l'équipe d'intervenants : Mise en vigueur +0,5 mois

PHASE 1 : État des lieux et diagnostic du littoral de Nouakchott et Nouadhibou

Mobilisation + 4 mois

PHASE 2 : Vision partagée des objectifs de développement de Nouakchott et Nouadhibou

L'achèvement des phases 1 et 2 se formalisera par la rédaction d'un premier livrable parmi les trois constitutifs des DAL, correspondant au « **rapport de présentation** »

Mobilisation + 8 mois

PHASE 3 : Stratégies d'aménagement et de développement de Nouakchott et Nouadhibou

L'achèvement de la phase 3 se formalisera par la rédaction des deux autres livrables parmi les trois constitutifs des DAL, correspondant au « **projet d'aménagement spatialisé** » et au « **document d'orientations et d'objectifs** »

Mobilisation + 12 mois

Le bureau d'études fournira en version papier et numérique les DAL de Nouakchott et Nouadhibou composées des trois livrables précédemment cités. La cartographie relative à chacun des livrables sera fournie à une échelle appropriée aux périmètres littoraux cohérents d'illustration et d'exécution des DAL. En annexes, seront également inclus les documents spécifiques relatifs à la mise en œuvre des stratégies sectorielles et aux modalités d'application des orientations d'aménagement et de développement durables déclinées dans le plan d'aménagement stratégique et le document d'orientations et d'objectifs.

L'ensemble des documents devront être fournis au format Word (.docx), Powerpoint (.pptx), Excel (.xlsx). Les fichiers SIG seront remis au format Shape (.shp) et Raster GeoTIFF (.tif) assortis d'un catalogue de métadonnées.

I. DÉLAIS DE RÉALISATION DES ÉTUDES

Le délai limite pour la réalisation des études est de douze (12) mois à partir de la signature du contrat. La réalisation de la phase suivante se fera après validation de l'étape précédente.